

Une économie entièrement axée sur l'automatisation

Un scénario à l'échelle du système aux enjeux considérables

Cette étude examine le scénario hypothétique d'une adoption rapide et généralisée, sur l'ensemble de l'économie, des technologies d'automatisation, notamment l'intelligence artificielle (IA), la robotique et les systèmes connectés, partout au Canada. Ces résultats mènent à une conclusion claire : l'automatisation pourrait améliorer sensiblement les rendements économiques à long terme, mais elle entraînerait également un ajustement prolongé et perturbateur du marché du travail, qui nécessiterait une gestion active.

Dans notre scénario d'adoption totale, ou « tout ou rien », la productivité du travail augmente d'environ 40 % entre 2025 et 2045. Cette hausse fait progresser le PIB de 11,7 %, soit une croissance équivalente à l'ajout d'une économie de la taille de celle de la Colombie-Britannique. À long terme, une productivité accrue favorise une hausse des salaires réels et un élargissement de l'assiette économique et budgétaire.

Ces avantages ne se concrétisent toutefois pas sans heurts. En effet, cette transition met en évidence un décalage structurel entre le rythme des évolutions technologiques et la capacité d'adaptation des marchés du travail et des institutions.

Un ajustement prolongé du marché du travail

Le défi le plus important à court terme réside dans l'ampleur et la durée des perturbations sur le marché du travail. Dans un tel scénario, la croissance de l'emploi freine pendant sept ans, de 2025 à 2032, ce qui constitue la plus longue période de stagnation depuis la Seconde Guerre mondiale. Au cours de cette phase, l'emploi total recule nettement, pouvant même se situer à 1,2 million de postes en deçà des projections de référence pour 2032.

Le taux de chômage dépasse les 10 %, un seuil généralement associé à une situation de récession ou de crise. Parallèlement, la productivité et la rentabilité augmentent dès les premières phases de la transition. Cette succession d'événements entraîne une période marquée par une amélioration de la production économique parallèlement à une détérioration des conditions sur le marché du travail, qui exerce une pression sur les aides au revenu, les services publics et la cohésion sociale.

La reprise s'opère progressivement et dépend d'un soutien politique durable. D'ici 2045, l'emploi revient dans l'ensemble à ses niveaux de référence, mais la structure du marché du travail a changé de manière définitive.

Une réaffectation structurelle de la main-d'œuvre et de la demande

L'automatisation accélère une évolution déjà en cours, soit une réorientation de la production de biens vers des activités axées sur les services et à forte teneur en savoir.

Ce sont les secteurs de production de biens, notamment l'industrie manufacturière, l'agriculture et l'extraction des ressources, qui enregistrent les baisses d'emploi les plus importantes. D'ici 2045, ces secteurs pourraient employer environ 346 000 travailleurs de moins que dans le scénario de référence, même si la production augmente. L'automatisation permet aux entreprises d'augmenter leur production tout en s'appuyant sur des effectifs réduits.

Pendant la reprise, les secteurs des services absorbent la majeure partie de la croissance de l'emploi. En effet, l'économie crée environ 3,9 millions d'emplois dans le secteur des services, grâce à la conjonction des dépenses publiques, de la demande privée et de l'évolution des habitudes de consommation.

La croissance est particulièrement marquée dans :

- la santé et l'éducation, grâce à des investissements publics soutenus;
- les services professionnels, financiers et techniques, où le jugement humain, l'interaction et la résolution de problèmes restent au cœur de l'activité.

À mesure que la productivité et les revenus augmentent, les ménages consacrent une part plus importante de leurs dépenses aux services, ce qui renforce l'expansion des secteurs à niveau élevé de compétences et accroît la pression sur les systèmes de prestation de services.

Les effets sur la répartition et risque associé au rajustement

Même si les salaires moyens augmentent à long terme, cette transition entraîne des résultats inégaux. Au début de la mise en œuvre, les bénéfices augmentent plus rapidement que les salaires, ce qui réduit la part du revenu attribuable à la main-d'œuvre.

La création d'emplois se concentre également sur les postes hautement qualifiés. Les travailleurs ayant perdu leur emploi dans les secteurs de production de biens peuvent se heurter à des obstacles au réemploi, notamment en raison de l'inadéquation des compétences, des exigences en matière de diplômes et de l'immobilité géographique. Sans intervention, ces frictions retardent l'ajustement, creusent les inégalités et prolongent le ralentissement du marché du travail.

Ces évolutions entraînent une augmentation de la demande en matière d'aides au revenu, de perfectionnement professionnel, d'aide à l'adaptation régionale et de services publics, alors même que les pressions budgétaires s'intensifient.

Les politiques et l'investissement comme facteurs de stabilisation

Les marchés ne peuvent à eux seuls assurer un ajustement rapide et ordonné. Des investissements publics et l'adoption de politiques structurelles seront nécessaires pour définir à la fois l'ampleur des perturbations et le rythme de la reprise.

Dans notre scénario, des investissements ciblés dans les secteurs de la santé, de l'éducation, des infrastructures et de la défense permettent de soutenir l'emploi à court terme tout en renforçant la capacité de production à long terme. Ces investissements contribueraient à réaffecter en partie les travailleurs déplacés et à soutenir la demande pendant les périodes de ralentissement de l'embauche dans le secteur privé.

Des réformes structurelles pourraient encore améliorer la capacité d'adaptation. La réduction des obstacles à la mobilité interprovinciale, la mise en place de systèmes de recyclage des compétences, le renforcement des aides au revenu pendant les périodes de transition et l'harmonisation de l'immigration avec la demande du marché du travail sont autant de facteurs qui améliorent les résultats en matière d'adaptation dans notre modélisation.

Les gains de productivité liés à l'automatisation dépendent également de la pérennité des investissements privés. La formation de capital dépend du cadre d'investissement défini par la réglementation, la politique budgétaire, les marchés publics et les infrastructures.

L'automatisation ne pose pas un seul et unique défi. Elle met à l'épreuve la capacité des institutions à gérer une transition économique à l'échelle du système tout en préservant la stabilité, l'équité et la croissance à long terme.

Pour consulter la version intégrale de l'étude, voir notre document d'analyse intitulé *Miser pleinement sur l'automatisation : Croissance économique, marchés du travail et trajectoire vers une transition solide.*

